

## Aucune fin en vue pour les meurtres et les enlèvements commis par la LRA

23 mai 2011

Les rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur (*Lord's Resistance Army*, LRA) continuent de tuer des civils et d'enlever des enfants à une fréquence alarmante dans des régions isolées de l'Afrique centrale, sans aucune fin en vue. Près de trois ans après le lancement d'une nouvelle vague de violence par la LRA visant des villages et des villes de la République démocratique du Congo, du Sud-Soudan et de la République centrafricaine, des lacunes considérables subsistent en matière de protection de centaines de milliers de civils qui vivent dans les régions où la LRA sévit.

Bien que Joseph Kony et d'autres hauts dirigeants de la LRA fassent l'objet de mandats d'arrêt lancés par la Cour pénale internationale, ils continuent de commettre des atrocités. Les forces de la LRA s'en prennent aux centres de population, matraquent les civils jusqu'à ce que mort s'ensuive et enlèvent des enfants pour étoffer leurs rangs. Depuis 2008, la LRA a tué plus de 2 400 civils, en a enlevé 3 400 autres, dont beaucoup d'enfants, et a été à l'origine du déplacement de plus de 400 000 personnes de leur domicile. Les armées nationales et les casques bleus des Nations Unies ont bien trop souvent laissé des civils terrifiés faire face seuls à la menace posée par la LRA. En raison du manque de protection effective, certaines régions ont été attaquées à maintes reprises, comme la ville de Doruma, au nord du Congo (voir ci-après).

Les efforts militaires déployés conjointement par les forces armées ougandaises, congolaises et sud-soudanaises, ainsi que les mesures de protection mises en place par la force de maintien de la paix des Nations Unies au Congo, la MONUSCO, n'ont ni empêché les attaques perpétrées par la LRA à l'encontre des civils, ni permis l'arrestation des hauts dirigeants de ce mouvement. Au lieu de faire face aux échecs et de repenser les stratégies actuelles, les autorités gouvernementales congolaises et ougandaises ont tenté de minimiser la menace posée par la LRA, affirmant que le mouvement rebelle avait été vaincu. En outre, une méfiance croissante entre les deux forces militaires entrave l'élaboration de stratégies de protection adaptées. La mission de maintien de la paix de l'ONU au Congo, dont la protection est fortement sollicitée dans d'autres régions du pays, a déployé moins

de cinq pour cent de ses casques bleus dans les régions où la LRA sévit. Les attaques violentes commises par la LRA à l'encontre de civils sont susceptibles de se poursuivre si des mesures de protection plus efficaces ne sont pas mises en place et si de plus importants efforts internationaux ne sont pas consentis afin d'appréhender au plus tôt les commandants de la LRA.

### **Attaques de la ville de Doruma, district du Haut Uélé, par la LRA**

La ville de Doruma, située aux confins du nord du Congo, près de la frontière avec le Sud-Soudan et la République centrafricaine, constitue, avec sa région environnante, l'une des zones les plus rudement frappées par de multiples attaques de la LRA depuis 2008. Cette année-là, le jour de Noël et dans les jours qui ont suivi, la LRA a commis une série d'agressions brutales, tuant plus de 300 civils ; la plupart d'entre eux sont morts le crâne écrasé à coups de gourdin. Depuis, les attaques se poursuivent dans la région.

Au mois d'avril, la LRA a attaqué Doruma à cinq reprises. La première attaque s'est déroulée le 19 avril, lorsque la LRA a tué un homme de 58 ans qui intervenait alors que les rebelles tentaient d'enlever ses enfants. Le lendemain, la LRA a de nouveau frappé, pillant vingt habitations et enlevant deux frères, âgés de quatorze et vingt ans, à leur domicile, juste à l'extérieur de Doruma. Le jour suivant, la LRA a pillé onze habitations et enlevé trois autres personnes, dont une a réussi à s'échapper. Durant chaque attaque, des soldats congolais basés à Doruma ont tiré sur les assaillants de la LRA mais sans les poursuivre ni les empêcher de revenir sur les lieux.

Des travailleurs humanitaires et des résidents ont déclaré à Human Rights Watch que, redoutant de nouvelles attaques, une grande partie de la population a été contrainte de se protéger en se regroupant dans le centre de la ville, près de l'hôpital et de l'église. Certains des travailleurs humanitaires basés à Doruma ont été évacués suite aux attaques perpétrées par la LRA.

Le 23 avril, la MONUSCO a déployé ses Forces spéciales guatémaltèques à Doruma pour une opération de six jours, connue sous le nom d'opération « Easter Shield » (bouclier pascal), dont l'objectif était de protéger la population. En vertu des réglementations de la MONUSCO, le déploiement de ses forces spéciales doit être provisoire et inférieur à une semaine. La présence de ces casques bleus a apporté une sécurité provisoire et permis à une partie de la population de rentrer chez elle, mais ils se sont retirés le 29 avril, comme prévu. Le lendemain, au petit matin, la LRA regagnait les lieux et reprenait ses attaques, enlevant quatre personnes, qui ont par la suite réussi à s'échapper.

Une semaine plus tard, la MONUSCO a de nouveau déployé ses Forces spéciales guatémaltèques à Doruma ; elles y sont restées jusqu'au 12 mai. Ces deux déploiements provisoires de la MONUSCO ont apporté une certaine accalmie à Doruma au moment où les casques bleus y étaient présents mais ont également engendré une certaine confusion. Des résidents et des travailleurs humanitaires interrogés par Human Rights Watch ont ainsi déclaré avoir cru que les casques bleus étaient arrivés pour établir une présence protectrice de longue durée à Doruma. Ils ont été surpris, frustrés et fâchés de constater que la présence des agents du maintien de la paix de la MONUSCO ne devait durer qu'une semaine. Bien que Human Rights Watch n'ait pas reçu d'informations concernant de nouvelles attaques perpétrées par la LRA depuis le retrait de la MONUSCO le 12 mai, il ne fait aucun doute qu'une solution de protection durable doit être trouvée pour la population de Doruma. Selon certaines sources, notamment locales, des combattants de la LRA se trouvent encore à proximité de Doruma et la population vit dans la crainte de nouvelles attaques.

Depuis les massacres de Noël 2008 et les autres attaques commises dans la région de Doruma, ainsi que depuis que les combattants de la LRA ont établi une présence permanente, Human Rights Watch, la société civile congolaise et des agences humanitaires ont à maintes reprises exhorté l'ONU à instaurer une présence chargée du maintien de la paix à Doruma et à renforcer les mesures de protection de la population. Or, mis à part les deux déploiements d'une durée d'une semaine chacun, aucune mesure de cet ordre n'a été prise. Les agents de l'ONU ont d'abord invoqué des problèmes logistiques dus au revêtement inadapté de la piste d'atterrissage, à son éloignement par rapport à d'autres bases de l'ONU et à la difficulté d'accéder à Doruma par la route – argument qu'il est plus difficile de faire valoir maintenant que la route Doruma-Dungu est carrossable. Ils ont également avancé que l'établissement d'une base de l'ONU n'était pas nécessaire puisque l'armée congolaise était présente à Doruma.

L'armée congolaise a déployé des troupes à Doruma début 2009 mais la plupart d'entre elles ont par la suite été transférées ailleurs. Aujourd'hui, d'après les estimations, une centaine de militaires du 913<sup>ème</sup> bataillon de l'armée congolaise seraient basés à Doruma. Cette présence n'a pas été suffisante pour protéger la population, comme l'a démontré une série d'attaques perpétrées au mois d'avril. L'armée ougandaise disposait d'une présence provisoire à Doruma fin 2008 et début 2009, mais sa base a été déplacée quelques mois plus tard.

Les casques bleus de l'ONU devraient se mettre en relation avec les autorités congolaises et ougandaises afin de concevoir au plus tôt des mesures de protection durables et efficaces pour Doruma et ses environs.

## **Attaques de la LRA près des villes de Pasi et de Zangabai, district du Bas Uélé**

Une autre région ciblée par des attaques répétées est celle qui se trouve autour des villes de Pasi et de Zangabai, au nord-est du district du Bas Uélé, juste au sud de la frontière avec la République centrafricaine. Ces deux villes voisines se trouvent au bord d'une route souvent empruntée par la LRA depuis 2008. Lors d'une mission d'enquête menée dans la région aux mois de mars et avril 2011, Human Rights Watch a rendu compte de 25 attaques perpétrées par la LRA dans la zone depuis 2009 qui n'avaient jamais été rapportées auparavant. Lors de ces attaques, la LRA a enlevé 166 civils, en a tué neuf autres et en a blessé encore bien plus. Plus d'un millier de personnes ont fui leur domicile pour tenter de se mettre en sécurité.

Les civils traumatisés qui vivent à Pasi et Zangabai et dans les environs ne peuvent compter que sur douze soldats congolais déployés dans les deux villes pour les protéger de la LRA. Ces soldats n'ont que peu de munitions et aucun moyen de transport ou de communication avec leurs commandants basés à Doruma, à plusieurs jours de marche. Lorsque la LRA lance une attaque, les militaires sont souvent contraints de prendre la fuite avec la population.

Le sentiment d'abandon de la population locale était manifeste lorsque Human Rights Watch s'est rendu dans ces villes à la fin du mois de mars. Un fermier de Zangabai de 45 ans a ainsi déclaré à Human Rights Watch que ses quatre fils, âgés de quatre à 18 ans, avaient été enlevés par la LRA lorsque les rebelles avaient attaqué et incendié son domicile en novembre 2010. Une femme prisonnière du même groupe de la LRA, qui a réussi à s'échapper peu de temps après, a rapporté que deux des fils du fermier avaient été tués par la LRA dans la forêt. L'homme, visiblement traumatisé, tremblant de tout son corps en racontant ce qui était arrivé à ses fils, a lancé un appel à l'aide à la communauté internationale :

*« Nos cœurs sont tristes de savoir que nous avons été oubliés et que nous vivons ici à la merci de ces rebelles. Nous n'avons pas de médicaments et nous ne pouvons pas nous rendre dans nos fermes à cause de l'insécurité. Je voudrais que la communauté internationale regarde ce qu'il se passe et se rende compte que nous sommes aussi des êtres humains. »*

Un homme de Longondo âgé de 79 ans a quant à lui reçu un coup de baïonnette juste au-dessus de l'œil droit par des combattants de la LRA qui l'avaient enlevé, lui et 17 autres personnes, en avril 2010. Il a été relâché au bout de deux jours et s'est enfui à Zangabai, à vingt kilomètres à l'est de chez lui. En janvier 2011, la LRA a attaqué Zangabai, tuant un garçon de cinq ans et enlevant une femme de trente ans. Fin février, le vieil homme a assisté

à l'enlèvement d'un homme de 27 ans dont on était toujours sans nouvelles un mois plus tard lors du passage du chercheur de Human Rights Watch à Zangabai.

*« Ici, la dernière attaque de la LRA remonte à une semaine », a-t-il expliqué à Human Rights Watch. « Ils ont tiré sur un garçon mais ils l'ont manqué et il a réussi à se sauver. Les militaires ont ensuite tiré sur la LRA, qui a pris la fuite. Les gens d'ici ont peur parce que seuls quelques militaires sont basés à l'autre bout de la ville. Si la LRA attaque notre coin de la ville, nous n'avons aucune protection. »*

Depuis 2008, bien que la LRA ait attaqué à plusieurs reprises ces deux villes reculées et leurs environs, pas un seul casque bleu ou membre d'une agence humanitaire ne s'est rendu dans la région depuis le début des attaques. En août 2010, Human Rights Watch a signalé que la LRA était en train de mener une campagne massive d'enlèvements et de meurtres dans le district du Bas Uélé et a exhorté la MONUSCO à déployer de toute urgence des casques bleus dans la région afin de protéger les civils et de contribuer à l'exercice visant à secourir les personnes enlevées. En décembre, la MONUSCO a mis en place une base provisoire dans la ville d'Ango, dans l'ouest du district du Bas Uélé, dotée d'un petit contingent de casques bleus. Ceux-ci n'ont assuré que très peu de patrouilles, sans se rendre dans les régions les plus affectées par les attaques de la LRA, au nord et à l'est d'Ango. Les casques bleus ont quitté Ango trois semaines après leur arrivée. Depuis, rien n'a été fait pour établir une base dans le district du Bas Uélé. Selon des agents de l'ONU et d'autres experts militaires, le haut dirigeant de la LRA, Joseph Kony, est soupçonné d'avoir pénétré dans le district du Bas Uélé début 2011. Au moment de la rédaction du présent rapport, beaucoup pensent qu'il s'y trouve toujours.

## **Identification de la LRA**

Les récits de personnes qui ont récemment échappé à la LRA, souvent au bout de plusieurs mois de captivité, confirment que les exactions caractéristiques de la LRA se poursuivent. Une femme de vingt ans de Naparka, dans le Haut Uélé, a ainsi déclaré à Human Rights Watch que sa sœur et d'autres personnes enlevées avaient été tuées en novembre lors de l'une des violentes initiations de la LRA :

*« Un groupe de quatre rebelles de la LRA a capturé ma petite sœur et moi chez nous et nous a emmenées dans la brousse. Nous avons rencontré un énorme groupe de combattants de la LRA près de la rivière Gurba, ainsi que plus d'une centaine de Congolais qui avaient été capturés auparavant, essentiellement des enfants entre dix et quinze ans. Peu après notre arrivée,*

*la LRA a ordonné à certains de ces enfants de tuer ma petite sœur. Ils l'ont attachée puis lui ont écrasé le crâne avec un lourd gourdin. Quatre autres femmes de Banda qui avaient été enlevées ont été tuées de la même manière. On m'a ensuite donnée en épouse à un combattant de la LRA. Les rebelles de la LRA étaient très bien armés avec des AK [des fusils d'assaut AK-47] et des mitraillettes. Il arrivait que l'armée ougandaise nous tire dessus, mais la LRA ripostait et aucun de ses membres ne s'est jamais fait tuer. »*

Une femme de 18 ans qui avait été enlevée par la LRA lors d'une attaque ciblant Bambangana en février a parlé à Human Rights Watch du calvaire qu'elle avait vécu avant de réussir à s'échapper deux semaines plus tard :

*« On m'a emmenée dans trois campements LRA différents, tous plus grands les uns que les autres. Dans le dernier, il y avait des dizaines de combattants de la LRA et plus d'une centaine de filles et de garçons enlevés qui venaient d'autres villages. On nous a juste ordonné de ne pas nous échapper. Si nous essayions de fuir, ils nous tueraient. »*

D'après son récit et des recherches effectuées précédemment par Human Rights Watch et d'autres organisations, le commandant du deuxième campement où cette femme était détenue était sans doute David Lakwo. Cet homme se reconnaît facilement à sa bouche balafrée, dont d'autres témoins ont souvent parlé à Human Rights Watch, et sa présence dans la région a été signalée par d'autres individus. David Lakwo est l'un des hauts commandants responsables d'une campagne massive d'enlèvements commise en 2009 et début 2010 dans le district du Bas Uélé (voir « [RCA/RD Congo : La LRA mène une campagne massive d'enlèvements](#) », communiqué de presse de Human Rights Watch, 11 août 2010). Sa mort a été signalée à plusieurs reprises à la mi-2010, mais ce témoignage ainsi que d'autres indiquent qu'il serait peut-être encore en vie.

La jeune femme a décrit le commandant du troisième campement, « Dominic », comme le chef de tous les autres commandants de la région. Human Rights Watch pense qu'il pourrait s'agir de Dominic Ongwen, l'un des hauts dirigeants de la LRA recherchés et contre lesquels la CPI a lancé un mandat d'arrêt. Juste avant qu'elle ne s'échappe, la jeune femme et des dizaines d'enfants enlevés ont appris qu'on les emmènerait ensuite dans le campement du « *dirigeant suprême* ». « On nous a dit qu'on y arriverait au bout d'un mois et deux semaines de marche », a-t-elle expliqué à Human Rights Watch. « Puis ils nous drogueraient et

*réaliseraient des cérémonies d'initiation pour que nous oublions nos vies antérieures. »* Dominic Ongwen et les troupes placées sous ses ordres ont à de multiples reprises terrorisé les communautés du district du Haut Uélé et sont responsables de certaines des attaques les plus violentes de la LRA, dont le massacre de Makombo, perpétré en décembre 2009, lors duquel au moins 345 civils ont été tués et 250 autres enlevés (voir Human Rights Watch, [Le chemin de la mort](#), mars 2010).

La présence, parmi les assaillants, de commandants de la LRA connus est un élément supplémentaire qui démontre que ces attaques sont perpétrées par la LRA et non par des bandits ou d'autres groupes, comme l'ont parfois affirmé les autorités congolaises.

### **Toujours pas d'arrestation de dirigeants de la LRA ni de protection des civils**

Les efforts déployés par les Congolais et les Ougandais pour appréhender l'équipe dirigeante de la LRA et protéger les civils ont pâti de la campagne publique des autorités congolaises cherchant à minimiser la gravité de la menace que représente la LRA, d'une forte méfiance entre les forces congolaise et ougandaise et de la désillusion croissante des Congolais envers la présence de l'armée ougandaise. Ces problèmes ont été exacerbés par la réduction des effectifs de l'armée ougandaise dans les zones où la LRA sévit. D'après les estimations, les autorités ougandaises auraient ainsi retiré 3 000 troupes de l'opération LRA entre 2009 et 2011, peut-être pour se concentrer sur des priorités concurrentes telles qu'une mission de maintien de la paix de l'Union africaine en Somalie, les élections en Ouganda et la répression des mouvements de protestation nationaux actuels. Toujours d'après les estimations, 1 500 soldats ougandais seraient restés sur place.

### *Minimiser la menace posée par la LRA et rejeter la faute sur d'autres entités*

Les autorités gouvernementales et militaires congolaises ont mené une campagne d'information publique pour tenter de minimiser la gravité de la menace posée par la LRA, alors que le degré des violences perpétrées par la LRA dans le nord du Congo reste alarmant. Les autorités de Kinshasa, la capitale, et de la Province-Orientale ont même cherché à nier toute présence significative de la LRA, affirmant à maintes reprises, tant publiquement que lors de réunions privées avec Human Rights Watch et d'autres organisations, qu'il reste tout au plus vingt combattants dans le pays.

Par exemple, le 18 mars, le ministre congolais de la défense, Mwando Simba, a annoncé lors d'une visite officielle à Dungu et Faradje, dans le Haut Uélé : « *On peut parler de dix ou vingt [combattants de la LRA actifs au Congo], je maintiens ma position [...]. L'amélioration est nette, mais il ne faut pas baisser la garde. »*

Des officiers de l'armée congolaise à Dungu ont par la suite expliqué aux délégations en visite, notamment de l'Union africaine, et lors d'un entretien avec Human Rights Watch, qu'il restait précisément douze combattants de la LRA au Congo. Ce nombre s'appuie sur un calcul contestable obtenu en soustrayant le nombre de combattants de la LRA qui auraient été tués ou neutralisés du nombre de combattants estimé officiellement par les Ougandais avant le début des opérations conjointes. Les deux chiffres ont été fortement contestés. Ce calcul ne tient par ailleurs pas compte du nombre de commandants chevronnés de la LRA toujours en place, des nouvelles recrues de la LRA et des personnes enlevées qui ont regarni ses rangs.

En publiant de telles informations, les autorités congolaises ont non seulement minimisé la gravité des exactions commises par la LRA à l'encontre des civils, mais également les pertes essuyées par des militaires congolais mal équipés et bénéficiant d'un soutien insuffisant dans les régions où la LRA sévit. Les autorités ont préféré attribuer la responsabilité des récentes attaques à des bandits locaux, aux éleveurs de bétail nomades connus sous le nom de Mbororo ou aux militaires ougandais. Fin janvier, un officier militaire congolais à Dungu a lancé un appel à la société civile pour qu'elle organise une manifestation publique contre la présence des forces ougandaises, responsables d'après lui d'une embuscade le 15 janvier, affirmation démentie par d'autres sources. En cette année d'échéance électorale, les autorités semblent en appeler aux électeurs de tout le pays et faire pression sur l'armée ougandaise pour qu'elle quitte le territoire congolais. Des élections présidentielles et parlementaires sont en effet prévues au Congo en novembre.

En outre, l'état-major de l'armée ougandaise nie régulièrement le fait que la LRA dispose des capacités nécessaires pour soumettre les civils à des attaques sérieuses, avançant souvent qu'il s'agit d'une « *force à bout de souffle* ». Le 30 avril, le Président ougandais Yoweri Museveni a affirmé dans une déclaration parue dans le journal gouvernemental *The New Vision* : « *Nous sommes venus à bout de Kony.* »

### *Des tensions entre les autorités congolaises et la population locale*

La négation de la menace LRA par le gouvernement congolais a entraîné l'organisation de plusieurs manifestations locales dans les districts de l'Uélé par des personnes qui se sentent laissées pour compte, leurs souffrances et leur peur de la LRA étant ignorées par leurs propres dirigeants. Dans certains cas, le gouvernement et les autorités militaires du Congo ont soumis des membres de la société civile à des actes d'intimidation et de censure pour limiter leurs critiques du gouvernement en les obligeant à obtenir une autorisation



officielle avant toute déclaration publique et en leur proférant des menaces, leur disant que s'ils continuaient de dénoncer les attaques répétées de la LRA, ils devraient en subir les conséquences.

Une manifestation organisée à Dungu le 25 janvier a pris un tour violent lorsque des jeunes de la ville et des environs se sont mis à jeter des pierres à des casques bleus et à des policiers congolais, auxquels ils reprochaient, ainsi qu'aux autorités gouvernementales, de ne pas en faire davantage pour les protéger des attaques de la LRA. Les pouvoirs publics locaux et les policiers n'ont pas réussi à contenir la manifestation ou à intervenir. Des mouvements de contestation similaires s'en sont suivis à Isiro, Faradje et dans d'autres villes, dont certains sont également devenus violents. Dans bien des cas, les pouvoirs publics locaux et la police ou des soldats n'ont pas pu ou pas voulu intervenir ou réagir aux revendications des manifestants ; il est arrivé qu'ils manipulent les populations locales pour qu'elles détournent leur colère des autorités locales vers les casques bleus de l'ONU.

Comme l'a déclaré un chef religieux du Haut Uélé à Human Rights Watch :

*« Il existe de fortes tensions entre la société civile, d'une part, et notre gouvernement et les autorités militaires, d'autre part. Nous, la société civile, ressentons les attaques de la LRA et en subissons les conséquences au quotidien. Nous écoutons les témoignages de ceux qui ont échappé à la LRA et assistons aux enlèvements, aux meurtres, aux embuscades et aux attaques de villages. Pouvons-nous accepter en toute naïveté ce qu'affirme et ce que nie l'armée congolaise ? Si nos dirigeants ne commencent pas à comprendre que nous sommes en train de mourir, les tensions persistantes entre la population et notre gouvernement pourraient s'intensifier encore davantage, au risque de devenir violentes. Nous allons protester, organiser des manifestations, des marches et faire ce qu'il faut pour qu'ils nous remarquent. »*

Un autre dirigeant de la société civile du Haut Uélé a commenté : *« La population est lasse de cette souffrance. Ce qui nous inquiète le plus est lorsque l'on entend dans les médias des déclarations de nos autorités concernant le fait que la LRA ne constitue plus une menace. Cela nous fait vraiment mal au cœur. »*

### *Un sentiment de méfiance entre les autorités militaires du Congo et de l'Ouganda*

Un sentiment de méfiance entre les forces armées du Congo et de l'Ouganda a entravé leurs efforts de coordination et de coopération, empêchant souvent les forces ougandaises de partager des renseignements cruciaux ou de communiquer leurs plans opérationnels, selon des sources de l'ONU et des officiers de l'armée congolaise. Les autorités militaires congolaises, pour leur part, ont interdit aux forces ougandaises d'accéder à certaines zones, dans certains cas en les empêchant de mener à bien des opérations de poursuite ciblant les dirigeants de la LRA. Par exemple, le 16 janvier, les autorités congolaises ont refusé d'accorder à l'armée ougandaise la permission d'envoyer une force d'interception à Banda pour rechercher le dirigeant de la LRA Joseph Kony et ses forces, ceux-ci étant apparemment arrivés sur le territoire d'Ango, au Bas Uélé. L'une des explications en est qu'il fallait empêcher les forces ougandaises de constater ou de s'immiscer dans les meurtres et les vols de bétail de Mbororo commis par les forces congolaises sous les ordres du lieutenant-colonel Nelson Mugabo.

La coopération a aussi été mise à mal par la désillusion croissante des autorités congolaises et des populations locales à l'égard de la présence militaire ougandaise. Celles-ci soulignent ainsi la présence d'anciens combattants de la LRA au sein de l'armée ougandaise, les abus perpétrés récemment par des militaires ougandais, le passé de l'armée ougandaise marqué par des exactions et des actes d'exploitation sur le territoire congolais lorsqu'elle en était la puissance occupante de 1998 à 2003, et les pertes essuyées par l'armée ougandaise qui, d'après elles, seraient relativement faibles, ce qui suggère selon elles que l'Ouganda ne prend pas au sérieux sa lutte contre la LRA.

### **Une question non prioritaire pour les casques bleus**

La force de maintien de la paix de l'ONU au Congo, la MONUSCO, dispose d'un peu plus de 17 000 casques bleus déployés dans tout le pays, mais moins d'un millier le sont dans les zones où la LRA sévit au nord du Congo, et aucun au Bas Uélé, où Kony et d'autres hauts dirigeants de la LRA opéraient encore récemment. La MONUSCO affirme qu'elle est bien trop sollicitée et que sa priorité est la protection des civils dans les provinces du Kivu, dans l'est du Congo. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est par ailleurs peu intéressé au problème de la LRA, a rarement abordé ce thème et n'a pas autorisé l'octroi de ressources supplémentaires pour permettre à la MONUSCO de mieux examiner le danger posé à la protection des civils.

Non seulement les troupes de l'ONU déployées dans les régions où la LRA sévit ne sont pas assez nombreuses, mais celles qui ont été déployées sont mal équipées pour venir à bout de la menace posée par la LRA. La MONUSCO manque gravement de casques bleus bien

formés et bien équipés, de spécialistes du renseignement, d'interprètes, d'hélicoptères et de moyens militaires tels que l'appui-feu. Fin avril, la MONUSCO a apporté un soutien logistique au déploiement de troupes militaires congolaises supplémentaires dans la région du nord du Congo où la LRA sévit. En outre, les nouvelles troupes ont récemment achevé une formation assurée par le gouvernement américain. On ignore si les troupes congolaises seront équipées de manière adéquate.

La réaction de la mission de maintien de la paix à la menace posée par la LRA est d'autant plus fragilisée que seul un très petit nombre d'effectifs de haut niveau de la MONUSCO sont basés dans des zones où la LRA sévit ou à proximité, tandis que le nombre de conseillers politiques dédiés et d'officiers de liaison est insuffisant. La création par la MONUSCO d'une Cellule d'information et d'opérations communes (JIOC) à Dungu, bien que positive, offre l'exemple d'une initiative qui a souffert d'un manque de ressources adaptées et de personnel de haut niveau. Ainsi, la MONUSCO est incapable de faire usage de ses bons offices pour encourager la coopération et gérer les tensions entre les armées de l'Ouganda et du Congo.

La MONUSCO a également cherché à étendre sa stratégie de « protection par la présence » aux régions où la LRA sévit, même si la tactique et le comportement de cette dernière sont extrêmement différents de ceux des groupes armés présents dans d'autres régions du Congo. La démarche reposant sur une simple présence des casques bleus de la MONUSCO, qui a contribué à dissuader les rebelles d'attaquer les civils dans les provinces du Kivu, dans l'est du Congo, s'est avérée moins efficace dans les régions où la LRA sévit. Des agents de la MONUSCO évoquent souvent des « bulles de protection » autour de leurs bases mais, en réalité, ces bulles couvrent une zone très réduite. La portée de la présence de la MONUSCO peut être accrue en mettant en place des patrouilles actives et en lançant des opérations de poursuite une fois les attaques commises, mais cette stratégie est plus délicate dans les zones affectées par la LRA où les routes sont souvent en mauvais état. Des commandants de la MONUSCO interrogés par Human Rights Watch ont affirmé à maintes reprises qu'ils ne pouvaient pas faire grand chose de plus que protéger les propres bases de l'ONU. La MONUSCO ne s'est pas adaptée à cet environnement et n'a pas non plus fait preuve de souplesse en multipliant les patrouilles à moto ou en véhicule tout-terrain, une stratégie qui pourrait considérablement accroître sa présence effective. Lors des rares patrouilles effectuées par les casques bleus, ceux-ci restent souvent sur les routes principales et suivent un schéma opérationnel que les forces de la LRA n'ont aucun mal à éviter.

Selon les enquêtes de Human Rights Watch, dans au moins cinq cas au cours des douze derniers mois, la LRA a mené des attaques tout près de bases de la MONUSCO. Lors de l'une d'entre elles, lancée le 28 août, un chercheur de Human Rights Watch était présent à Duru, dans le district du Haut Uélé, lorsque la LRA a lancé son offensive à moins de 500 mètres de la Base opérationnelle de compagnie (COB) de la MONUSCO, qui abritait 200 casques bleus. Le commandant de l'ONU a appris quelques heures plus tard l'enlèvement de huit civils par cinq combattants de la LRA. Aucune patrouille spéciale n'a été dépêchée sur le lieu de l'attaque et aucune mesure claire n'a été prise par les casques bleus afin de poursuivre les assaillants. Ce soir-là, la LRA a brutalement poignardé et tué trois des jeunes gens qu'elle avait enlevés. Le lendemain, une patrouille motorisée régulière a été envoyée par la MONUSCO conformément à son emploi du temps habituel. Une femme et une jeune fille de seize ans relâchées par la LRA le lendemain matin de l'attaque ont affirmé à Human Rights Watch que leurs ravisseurs leur avaient demandé de transmettre le message suivant à l'armée congolaise et à d'autres entités à Duru : « *Nous sommes tout près, et nous reviendrons bientôt.* »

Les enquêtes menées au cours des trois dernières années par Human Rights Watch dans les régions où la LRA sévit, y compris de nombreux entretiens avec des agents de la MONUSCO à divers postes civils et militaires, ainsi que nos propres observations des interventions de la MONUSCO, font ressortir de graves lacunes qui réduisent l'aptitude de la mission à protéger les civils. La MONUSCO fait preuve d'une capacité insuffisante à rassembler et analyser des renseignements dans les régions où la LRA sévit, à réagir avec souplesse à l'évolution de la situation, à communiquer efficacement à tous les niveaux de la mission et au-delà des frontières avec d'autres agences de l'ONU en République centrafricaine et au Sud-Soudan, ainsi qu'à interagir et coordonner ses actions avec celles des agences humanitaires, de la société civile et des dirigeants religieux, qui représentent tous des sources potentielles d'information sur les attaques récentes et sur la localisation de la LRA.

## **Conclusions et recommandations**

Au cours des vingt-cinq dernières années, de nombreuses stratégies ont été mises en œuvre pour venir à bout de la menace posée par la LRA ou la maîtriser efficacement. Ces stratégies ont échoué. Alors que le nombre de combattants de la LRA a fluctué au fil des années, la capacité de la force à s'attaquer aux civils demeure inébranlable. Comme nous l'avons vu ci-dessus, les opérations visant actuellement à éliminer la menace LRA s'apparentent bien trop, dans l'esprit et en substance, aux vaines tentatives du passé. Si les États-Unis, le Conseil de sécurité de l'ONU et les autres acteurs concernés tiennent réellement à donner un sens au concept de justice internationale et à protéger les populations civiles exposées à un risque

élevé, il est primordial d'adopter de toute urgence de nouvelles mesures qui s'éloignent de la stratégie infructueuse actuellement employée.

Une telle solution nécessitera des efforts de collaboration concertés de la part des gouvernements les plus concernés de la région—la République démocratique du Congo, la République centrafricaine, le Sud-Soudan et l'Ouganda—ainsi que des États-Unis, de l'Union africaine, de l'Union européenne et des missions régionales de maintien de la paix de l'ONU. Elle exigera également du Conseil de sécurité et du Département des opérations de maintien de la paix (DPKO) de l'ONU qu'ils prêtent une attention plus soutenue à cette question et qu'ils fassent preuve d'une plus grande souplesse afin de contribuer à assurer une protection efficace de la population civile menacée par les attaques de la LRA.

Deux éléments sont primordiaux pour contribuer à éliminer la menace posée par la LRA et protéger les civils :

### *1. Protection accrue et plus efficace des civils*

Le Conseil de sécurité et le DPKO devraient instamment revoir la réponse qu'ils apportent à la LRA et combler les lacunes de protection dans l'est de la République centrafricaine ainsi que dans une grande partie du nord du Congo, y compris dans le district du Bas Uélé. Il faudra pour cela affecter un plus grand nombre de troupes chargées du maintien de la paix dans les régions où la LRA sévit, modifier les procédures opérationnelles et les capacités de la force afin de s'assurer que les troupes de casques bleus soient adaptées à leur environnement, et déployer des membres du personnel civil de haut niveau dans les régions où la LRA sévit en les chargeant de mener les efforts devant permettre d'éliminer le danger posé par ce mouvement. Les États membres de l'ONU devraient veiller à mettre à disposition le personnel, les ressources et les équipements nécessaires pour répondre à ces besoins.

Le travail de protection devrait également inclure des mesures visant à soutenir l'instauration de systèmes d'alerte, le sauvetage des enfants et des adultes enlevés, l'amélioration des programmes de désarmement volontaire et de démobilisation et davantage d'aide humanitaire aux populations civiles.

### *2. Des efforts supplémentaires pour appréhender les hauts dirigeants de la LRA*

Le renforcement des mesures de protection des civils devrait être conjugué à des efforts accrus visant à appréhender les dirigeants de la LRA. La LRA opère sur un territoire vaste et isolé rendant difficile l'exécution des opérations militaires. Pourtant, les gouvernements de la région, l'ONU et les organisations non gouvernementales actives dans ce domaine sont

souvent bien informés sur la structure de la LRA, ses capacités et le lieu approximatif où se trouvent ses dirigeants. Le problème est qu'à ce jour, les États capables de faire appliquer la loi et de mettre en œuvre des opérations en vue d'appréhender les dirigeants de la LRA contre lesquels la CPI a lancé un mandat d'arrêt ont manqué de moyens adaptés ainsi que de la volonté d'exploiter ces connaissances rapidement et efficacement.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis et les autres acteurs concernés devraient faire le nécessaire pour s'assurer du déploiement de forces dotées des capacités requises dans le but de poursuivre les hauts dirigeants de la LRA sous mandat d'arrêt de la CPI. Afin d'empêcher des représailles de la LRA, tous les plans d'action axés sur la poursuite des hauts dirigeants de la LRA ne devraient être lancés qu'une fois que les ressources et les effectifs adéquats auront été déployés pour protéger efficacement les civils dans les régions affectées.

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez consulter :

- Human Rights Watch, *Les massacres de Noël: Attaques de la LRA contre les civils dans le nord du Congo*, ISBN : 1-56432-440-0, février 2009, <http://www.hrw.org/fr/reports/2009/02/18/les-massacres-de-no-l>
- Human Rights Watch, *Le chemin de la mort : Atrocités commises par la LRA dans le nord-est du Congo*, ISBN : 1-56432-619-5, mars 2010, <http://www.hrw.org/fr/reports/2010/03/28/le-chemin-de-la-mort-o>
- Human Rights Watch, « Lettre au Président Obama au sujet d'une stratégie globale des États-Unis concernant la LRA », 11 novembre 2010, <http://www.hrw.org/fr/news/2010/11/11/lettre-au-pr-sident-obama-au-sujet-d-une-strat-gie-globale-des-tats-unis-concernant->
- « République centrafricaine/RD Congo : La LRA mène une campagne massive d'enlèvements », communiqué de presse de Human Rights Watch, 11 août 2010, <http://www.hrw.org/fr/news/2010/08/11/rcard-congo-la-lra-m-ne-une-campagne-massive-d-enl-vements>
- « Lettre ouverte des défenseurs humains dans le nord-est de la RD Congo au Président Barack Obama », 19 mai 2010, <http://www.hrw.org/fr/news/2010/05/20/lettre-ouverte-des-defenseurs-des-droits-humains-dans-le-nord-est-de-la-rd-congo-au->
- Human Rights Watch, « Dear Obama: A message from victims of the Lord's Resistance Army », 11 novembre 2010, <http://www.hrw.org/en/node/94226>